

industrie moderne dans notre société et dans l'économie mondiale moderne. Elle a un potentiel de croissance indiscutable. Cela nous permettrait par la même occasion de contrôler les recherches qui se font dans ce domaine. Nous pourrions mettre au point au Canada, par exemple, un grand nombre des nouveaux produits liés à l'industrie pétro-chimique dans ses activités mondiales. Ces produits sont mis au point à l'étranger actuellement, parce que l'industrie elle-même appartient à des intérêts étrangers. Une mesure originale de ce genre, si on l'avait prise, n'aurait pas amélioré sensiblement la situation en ce qui concerne le chômage. Elle aurait entraîné la création de quelques nouveaux emplois; cela ne fait aucun doute. Toutefois, une mesure de ce genre aurait indiqué que le gouvernement désire susciter un changement de la structure de l'économie et qu'il veut assurer une croissance économique réelle pour l'avenir. Dans le discours du budget, on ne trouve aucune suggestion que le gouvernement entend suivre cette direction.

Ce qu'il nous faut, enfin, c'est une régie fédérale de planification. Cette régie devrait s'intéresser à presque tous les secteurs que j'ai mentionnés. Elle devrait encourager la création—le premier ministre (M. Trudeau) pourrait y voir—de régies de planification semblables dans les provinces de façon à coordonner les priorités en matière d'investissement entre les autorités fédérales, provinciales et municipales de notre pays. Une telle mesure exigerait, évidemment, que les gouvernements fédéral et provinciaux assument un certain nombre des pouvoirs actuellement détenus par les entreprises privées qui, en particulier, ont le pouvoir de déterminer leurs priorités en matière d'investissement. Voilà le genre d'action délibérée qu'il nous faut et qui est le seul qui puisse, à longue échéance, avoir un effet significatif sur notre économie.

Quel serait l'effet net des propositions que je viens de présenter? Certaines ont un but déterminé, d'autres sont de portée plus générale. Ce ne serait pas sérieux de ma part de chercher à faire croire que, à court terme, des milliers de nouveaux emplois seraient créés. Il n'en serait pas ainsi. Il y en aurait certes un bon nombre si nous commençons à investir des capitaux dans le logement, les routes, les écoles et de nouvelles entreprises publiques, mais ce n'est qu'avec le temps que les effets s'en feraient sentir, au mieux, pas avant le printemps prochain.

Mais, en plus des effets économiques à court terme, il y aurait d'autres avantages. Les citoyens du pays auraient le sentiment que leur gouvernement se soucie de l'égalité pour tous et qu'il veut assurer à tous les citoyens des conditions égales. Si, à court terme, ces mesures ne produisent pas l'emploi intégral et une situation strictement égalitaire, elles nous permettront néanmoins de recouvrer avec le temps le contrôle de notre économie. On se rendra compte que le gouvernement est fermement décidé à exercer un pouvoir démocratique dans le secteur économique afin d'assurer la véritable démocratie que, sans aucun doute, nous souhaitons tous. En bref, ces mesures donneraient aux Canadiens atteints actuellement par le chômage, dépourvus de pouvoir et de dignité une bonne raison d'espérer en l'avenir.

[M. Broadbent.]

M. P. M. Mahoney (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, en commençant mes observations, j'aimerais féliciter le député de Lisgar (M. Murta) qui a prononcé plus tôt aujourd'hui son premier discours à la Chambre. Il succède à un député bien connu de beaucoup d'entre nous et qui était très apprécié. Je lui souhaite de réussir en suivant la voie qu'a foulée ici George Muir.

En affrontant la Chambre, le député a manifesté la crainte que beaucoup d'entre nous n'imaginent que l'Ouest commence à Calgary, à Edmonton ou à Vancouver plutôt qu'à Lisgar. Je puis l'assurer que lorsqu'il aura été ici un peu plus longtemps, il s'apercevra que beaucoup de députés estiment que l'Ouest commence à Oakville ou à Hamilton.

Dans le débat cet après-midi, le chef de l'opposition (M. Stanfield) s'est joint à la clameur générale pour demander un allègement fiscal et une amélioration des programmes sociaux tout en ne cessant de se plaindre de la pression croissante exercée par le gouvernement sur les marchés de capitaux par suite du déficit prévu au budget que nous étudions actuellement. Si agile soit-il, le chef de l'opposition (M. Stanfield) aura de la difficulté à jongler avec toutes ces boules en même temps. Il y a des contradictions que nous devons envisager en fonction d'un simple calcul, sinon d'une économie compliquée.

• (9.00 p.m.)

Le chef de l'opposition a dit que les politiques monétaires et fiscales ne peuvent à elles seules enrayer l'inflation, qu'il nous faut les assortir d'une politique du revenu, même s'il avoue que cela n'a pas marché nulle part. S'il compte uniquement sur les politiques monétaires et fiscales pour combattre l'inflation, comment les utilisera-t-il? Comment maintiendra-t-il le plein emploi qu'il préconise tout en maîtrisant la longue spirale inflationniste? Monsieur l'Orateur, c'est un tour qu'aucun autre pays, indépendamment du degré d'intervention du gouvernement dans le secteur privé, n'a pu réussir.

Le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) a préconisé plus tôt aujourd'hui de vastes dépenses dans le domaine des écoles, des hôpitaux et autre capital social du genre, ainsi qu'une aide financière accrue aux personnes âgées, invalides et en chômage. Il a également préconisé une réduction d'impôts pour les gens à revenus modestes. Il a du moins eu la décence de ne pas reprocher au gouvernement les pressions que son programme entraînerait sur les marchés de capitaux. Toutefois, il s'est inquiété de ce qu'il a appelé les programmes par à-coups que le gouvernement a adoptés. Qu'il se rappelle les problèmes que le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne a envisagés lorsqu'il s'est engagé à ne plus appliquer de programmes par à-coups. Il a été obligé de tous les abandonner afin de prévenir l'inflation causée par les revendications salariales des syndicats qui les appuyaient. Ce parti n'est plus au pouvoir.

Les réactions des partis de l'opposition indiquent clairement l'étendue de leur échec en ce qui concerne les politiques et les programmes propres à promouvoir la croissance et la stabilité à long terme de notre économie.